

## Amnesty manifeste devant l'ambassade du Burundi à Bruxelles

@rib News, 26/02/2016 à €“ Source Belga A l'appel d'Amnesty international, une trentaine de personnes ont manifesté, ce vendredi à 11H00, devant l'ambassade du Burundi, située square Marie-Louise à Bruxelles, pour dénoncer la violence de la répression à l'encontre de la société civile, en cours depuis avril 2015. Le personnel de l'ambassade a refusé de réceptionner la pétition de 11 500 signatures collectées en Belgique. Elle sera envoyée par mail.

Les participants étaient habillés de noir et de mauve, couleurs du deuil au Burundi. Ils ont agité les portraits des personnes tuées ou disparues ainsi que des messages de soutien aux défenseurs des droits humains et journalistes victimes de la répression. Des bougies ont été disposées sur les lieux. Les manifestants dénoncent les arrestations arbitraires, les actes de torture, le harcèlement qui visent à faire taire les critiques, comme en atteste encore l'arrestation récente de deux journalistes du quotidien Le Monde. Ils relèvent l'existence de fosses communes aux abords de la capitale Bujumbura. Selon Amnesty International, plus de 439 Burundais ont déjà perdu la vie depuis avril dernier et plus de 240.000 personnes se sont réfugiées dans des pays voisins. La crise est liée à la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat en dépit des accords d'Arusha. Pierre Claver, président de l'association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), blessé par balle à Bujumbura le 3 août dernier et actuellement soigné en Belgique, a tenu un discours devant l'ambassade. Il a assuré qu'il continuera le combat car la plus grande force est d'être un défenseur des droits humains. "Alors que la mise en place d'un processus de négociation se fait attendre, les chercheurs d'Amnesty ont apporté la preuve de massacres systématiques des opposants par les autorités burundaises", déplore pour sa part Philippe Hensmans, directeur de la section belge francophone d'Amnesty International. "Nous mobilisons nos forces pour appeler le gouvernement à mettre un terme au cycle de violence."